

*Subsides*

pouvoir le faire, et le gouvernement devrait rendre la chose possible.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Après avoir exposé le facteur humain, je vais maintenant vous citer des statistiques sur les coûts économiques d'un pareil niveau de chômage.

Un comité spécial de la Chambre, présidé par un libéral, a été créé pour examiner la question du chômage. D'après ses conclusions, un taux de 4 p. 100 est un objectif raisonnable. Prenons donc pour acquis que 4 p. 100 est un objectif raisonnable. Le Japon a réussi à l'atteindre, tout comme l'Autriche, l'Allemagne de l'Ouest et d'autres pays. Seul le Canada, livré à la gestion des libéraux, n'y est pas parvenu, malgré la richesse de ses ressources.

Considérons le nombre de chômeurs que nous avons au-delà du taux de 4 p. 100 pour voir ce que cela représente comme perte de production. Si le chômage était de seulement 4 p. 100, 514,000 hommes et femmes de plus travailleraient, ce qui représenterait pour le gouvernement des recettes fiscales additionnelles de 4.7 milliards. Mais comme ils sont sans travail, cet argent n'entre pas dans nos coffres. En outre, s'ils travaillaient, le PNB serait plus élevé de quelque 15.2 milliards par an. Mais comme ce n'est pas le cas, c'est une autre perte sèche pour l'économie.

Parce qu'ils chôment, ils nous coûtent 2.3 milliards de dollars de prestations d'assurance-chômage, alors qu'ils préféreraient travailler et toucher un salaire. Le coût du chômage, monsieur l'Orateur, est donc réel et considérable; et le gouvernement devrait s'en soucier, même s'il fait fi de la dignité humaine associée au droit au travail.

Ce qui s'impose donc, monsieur l'Orateur, aux yeux de ceux qui, comme les membres de notre parti, s'intéressent aux conséquences humaines et économiques du chômage, c'est une action dynamique immédiate. Nous devons prouver que nous voulons agir, comme d'autres pays l'ont fait la semaine dernière, et stimuler l'économie. Le ministre des Finances sait pertinemment que cette volonté s'est affirmée en France, en Allemagne et même en Grande-Bretagne. A cette même réunion qui a eu lieu la semaine dernière en Europe, elle a de même été affirmée par le gouvernement du Japon, qui a pourtant reconnu que ces pays ont ressenti les effets de ce qui s'est produit aux États-Unis, des politiques d'intérêts élevés, parce qu'il fait partie de la communauté internationale. Mais, à l'inverse du gouvernement du Canada, ces pays ont fait acte de volonté politique en s'engageant à adopter une politique de taux d'intérêt modérés de leur propre chef pour ainsi stimuler leur économie. C'est justement ça que le gouvernement du Canada devrait faire pour la population canadienne.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Dans le discours qu'il a prononcé à Toronto hier, monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a démontré clairement qu'il n'a rien appris depuis qu'il a présenté son désastreux budget.

**Une voix:** Depuis 1930.

**M. Broadbent:** Ce sont les privilégiés de la société canadienne qui ont bénéficié directement de ses modifications superficielles peu nombreuses—peu nombreuses, en effet. Ce qui est le plus important, c'est que lorsque nous devons stimuler l'économie parce que nous ne produisons qu'à 80 p. 100 de

notre capacité, nous n'attiserons pas l'inflation, ou très peu, si nous prenons des mesures stimulantes. Il nous faut réduire considérablement le fardeau fiscal des Canadiens à revenus moyens ou faibles. Or ce sont au contraire ceux qui en ont le moins besoin qui ont tiré profit des changements superficiels apportés par le ministre des Finances.

Je veux analyser le raisonnement dont s'inspire le budget, du moins comme je le comprends, parce que c'est précisément sur le même raisonnement que le président Reagan s'est fondé pour établir son budget l'an passé aux États-Unis. La terminologie n'est pas la même, monsieur l'Orateur, mais ce budget découle de l'économie de l'offre et il est directement relié au fait qu'on a accordé des réductions d'impôt considérables aux Canadiens se trouvant aux deux paliers d'imposition les plus élevés. C'est exactement ce que le président Reagan a fait aux États-Unis, pensant qu'une réduction du taux d'imposition marginal aux paliers supérieurs inciterait les contribuables à investir dans l'économie les impôts ainsi épargnés.

Eh bien, monsieur l'Orateur, je ne sais pas si c'est ce que les conseillers du ministre lui ont dit, mais je sais, simplement à lire un journal comme le *New York Times*, que l'économie de l'offre où l'on réduit les impôts des gens les mieux payés n'a absolument rien donné aux États-Unis. Pourquoi? Comme je l'ai expliqué au ministre dans mes questions cet après-midi, et il n'en a même pas tenu compte, c'est parce que, dans une économie où les taux d'intérêt sont élevés, les gens riches n'investissent pas dans des entreprises créatrices d'emplois les millions de dollars qu'on leur donne sous forme d'avantages; ils préfèrent les empiler dans les banques. Ainsi donc, la doctrine économique qui consiste à agir sur l'offre a pour résultat, tant au Canada qu'aux États-Unis, même si le ministre n'a pas osé faire un rapprochement entre les deux, de rendre les riches encore plus riches. Par conséquent, monsieur l'Orateur, notre parti rejette catégoriquement cette doctrine, car elle est injuste et impraticable.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Ce que nous réclamons, pour employer le terme technique, c'est une économie axée sur la demande. Nous croyons qu'étant donné le taux actuel du chômage, le pire depuis la grande dépression, le moment est précisément venu stimuler la demande et d'alléger le fardeau fiscal des citoyens à revenus moyens ou faibles. Voilà le genre d'initiative susceptible de créer des emplois dans notre économie.

Le gouvernement actuel, monsieur l'Orateur, est obstinément résolu à appliquer jusqu'au bout cette politique économique ultra-conservatrice; la preuve en est qu'il est omnubilé par le déficit. Il y a un certain nombre d'années, il a commencé à réduire la proportion du PNB consacrée aux dépenses publiques et, depuis lors, il n'a cessé de braquer toute son attention sur cet unique aspect de la question. C'est la même politique qui transparaît dans le discours prononcé par le ministre hier à Toronto, tout comme dans les réponses que l'on nous a faites aujourd'hui à la Chambre.

Nous, de notre parti, trouvons, qu'il est parfois bon de s'inquiéter des dépenses et des déficits gouvernementaux, comme le font d'ailleurs s'il y a lieu des gouvernements socio-démocrates, tant au Canada qu'à l'étranger. Je dirai toutefois au ministre des Finances que, comme nous avons plus d'un million de chômeurs au Canada, des gens qui sont dépouillés de leur dignité humaine, et que nous perdons des